

ALGÉRIE

Faits marquants et défis

Tableau 1	2019
Population (en millions)	43,4
PIB (en milliards de dollars courants)	171,2
PIB par habitant (en dollars courants)	3 940,0
Taux de pauvreté, seuil national ^a	5,5
Taux de pauvreté, seuil international (1,9 dollar) ^a	0,4
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a	3,7
Indice de Gini ^a	27,6
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut) ^b	109,9
Espérance de vie à la naissance (années) ^b	76,7

Source : WDI, Macro Poverty Outlook et données officielles.

Notes :

a) Valeur la plus récente (2011)

b) Valeur WDI la plus récente (2018)

La pandémie de COVID-19 et l'effondrement simultané des prix du pétrole ont frappé de plein fouet l'environnement macroéconomique vulnérable de l'Algérie, mettant les nouvelles autorités aux prises avec une crise multiforme. Si l'adoption rapide de mesures de confinement a contribué à ralentir la pandémie, celles-ci ont gravement entravé l'activité. La forte baisse des prix et de la demande d'hydrocarbures à l'échelle mondiale a ajouté aux difficultés du secteur, réduisant encore davantage la rente des hydrocarbures. De ce fait, une action rapide pour réduire le double déficit et l'adoption de réformes structurelles propices à une croissance tirée par le secteur privé sont plus que jamais nécessaires.

La croissance à long terme de l'Algérie ralentit à cause de la contraction du secteur des hydrocarbures, d'un modèle de croissance porté par le secteur public et d'un secteur privé sous-développé. Entre 2010 et 2016, la croissance du PIB a été de 3,3 % en moyenne, avant de descendre à 1,1 % en moyenne après 2017, lorsque le taux d'accroissement du PIB par habitant est devenu négatif. Confronté au sous-investissement, le secteur des hydrocarbures a reculé de 2,1 % par an depuis 2010, et la hausse de la consommation intérieure a plombé les volumes d'exportation, qui ont chuté de 2,8 % par an en moyenne. Les déficits de la balance courante et du budget, qui sont exposés aux fluctuations des prix du pétrole, s'établissent en moyenne à 13 % et 11 % du PIB, respectivement, depuis le choc pétrolier de 2014. Longtemps à la proue de la croissance, les dépenses publiques réelles ont diminué et les secteurs hors hydrocarbures ralentissent. Le petit secteur privé à faible productivité et essentiellement informel peine à prendre le relais comme nouveau moteur de croissance, confronté qu'il est à la bureaucratie, à un accès limité au crédit et à la terre, à un important déficit de compétences ou à l'omniprésence des entreprises publiques.

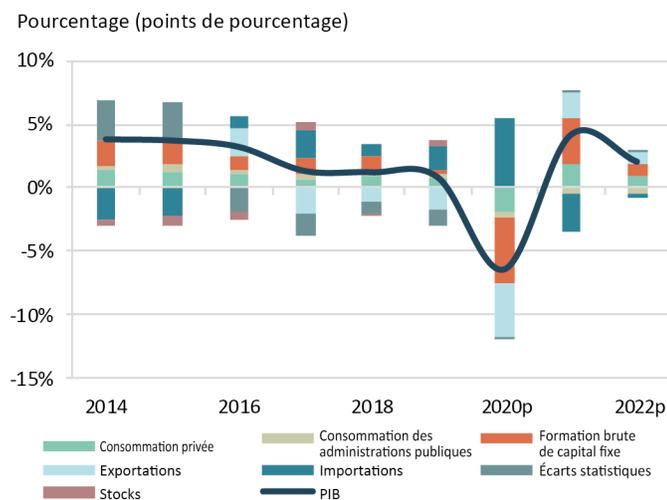
La pandémie de COVID-19 et l'effondrement simultané des prix du pétrole ont mis en danger un environnement économique déjà fragile. Comme dans la plupart des pays, les mesures de confinement destinées à freiner la contagion ont eu des conséquences sur tous les secteurs. Les secteurs des services et de la construction, à forte intensité de main-d'œuvre et informels, sont particulièrement touchés, ce qui met en péril les moyens de subsistance des couches vulnérables de la population. En outre, la baisse des exportations et la chute brutale des prix des hydrocarbures pèsent lourdement sur les recettes fiscales et extérieures, malgré la déprécia-

tion du dinar. Le PIB devrait se contracter de 6,5 % en 2020, d'autant qu'une grande incertitude entoure l'évolution de la pandémie à l'échelle mondiale et en Algérie. Le succès de la stratégie nationale de relance socioéconomique dépendra de sa capacité à rétablir les équilibres macroéconomiques et de la solidité de la réponse du secteur privé, tout comme les réductions des dépenses publiques pourraient nuire à la croissance et à l'emploi. Des réformes rapides et décisives visant à stimuler le développement du secteur privé sont en effet essentielles pour favoriser la croissance et créer des emplois, à court et à long terme.

Évolutions récentes

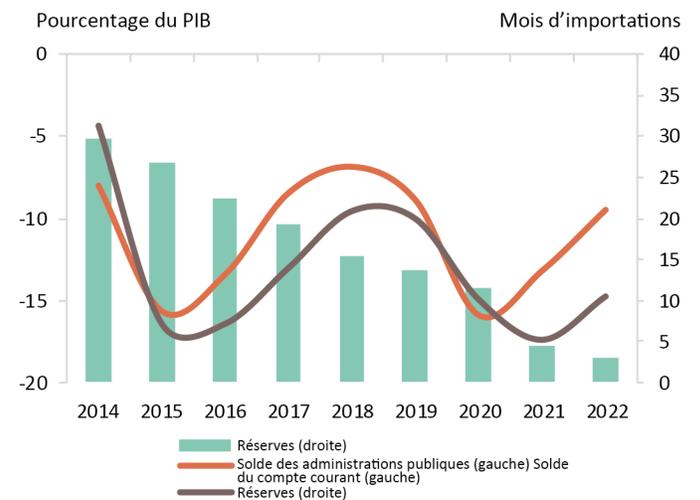
En 2019, une mobilisation sociale prolongée et une longue transition politique ont accru l'incertitude économique et découragé l'activité. La consommation a ralenti, tout comme l'investissement, quoique de façon plus marquée. Parallèlement, la croissance a été modérée dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et des services commerciaux. Alors que la croissance du PIB hors hydrocarbures ralentissait à 2,4 %, le PIB provenant des hydrocarbures reculait de 4,9 %. Une nouvelle loi sur les hydrocarbures offrant de meilleures conditions aux investisseurs a été promulguée dans le but de relancer l'investissement. Pendant ce temps, les restrictions à l'investissement étranger ont été levées dans des secteurs non stratégiques. Le déficit du compte courant s'est stabilisé, les importations ayant suivi la diminution des dépenses intérieures et les politiques de restriction des importations, annulant ainsi l'effet de la baisse des prix des hydrocarbures. Les réserves internationales n'ont cessé de diminuer, pour s'établir à 13,6 mois d'importations. La baisse des revenus des hydrocarbures et l'augmentation des dépenses ont creusé le déficit budgétaire à 9,6 % du PIB, et la dette publique a approché 47 % du PIB, 70 % de celle-ci étant due à la

FIGURE 1 Algérie / Croissance du PIB réel et contributions à la croissance du PIB réel



Sources : Autorités algériennes, estimations des services de la Banque mondiale.

FIGURE 2 Algérie / Double déficit et réserves internationales



Sources : Autorités algériennes, estimations des services de la Banque mondiale.

Banque centrale en raison d'importantes opérations de financement monétaire. Les dernières estimations de la pauvreté datent de 2011, ce qui rend difficile toute estimation de l'impact de la COVID-19 sur le bien-être. Malgré une faible inflation et un chômage stable, mais dont les taux sont plus élevés pour les femmes et les jeunes, le ralentissement de la croissance limite les possibilités de création d'emploi et de réduction de la pauvreté.

Au cours du premier trimestre 2020, une forte baisse de la production d'hydrocarbures et les premières conséquences de la pandémie de COVID-19 ont aggravé les difficultés économiques. Alors que le secteur des hydrocarbures reculait de 13,4 % par rapport au premier trimestre 2019, le PIB se contractait de 3,9 %. Le PIB hors hydrocarbures a régressé de 1,5 %, contre un fort ralentissement des investissements et une baisse modérée de la consommation privée et publique. Le secteur des services a le plus souffert, compte tenu des mesures de confinement. L'activité industrielle et le secteur de la construction ont stagné, en phase avec la demande publique et privée, tandis que le secteur agricole s'est montré résilient. Dans le même temps, le déclin de la production d'hydrocarbures et un marché mondial compétitif ont provoqué une forte contraction du volume des exportations, compensée par une chute encore plus marquée des importations, ce qui a réduit le déficit du compte courant malgré des prix du pétrole plus bas. L'inflation est restée faible à 2,1 % au cours du premier semestre 2020.

Perspectives

L'économie devrait se contracter considérablement en 2020 du fait de la pandémie de COVID-19, de grandes incertitudes entourant la durée des crises sanitaire et économique. Les mesures de confinement entraîneront une dégringolade des composantes de la demande globale, et l'effet de l'incertitude économique pourrait se prolonger. Les déficits extérieur et budgétaire augmenteront, la diminution des revenus des hydrocarbures n'étant contrebalancée que partiellement par le recul des importations et l'investissement public, respectivement, et par la dévaluation de la monnaie. L'inflation devrait rester modérée jusqu'à ce que la demande commence à se redresser.

Une reprise partielle est possible en 2021 et 2022 en cas de remontée partielle de la demande, de la production et des exportations d'hydrocarbures, et si un ensemble de réformes structurelles propres à rétablir la confiance et à encourager les investissements privés sont mises en œuvre. Avec des recettes budgétaires structurellement plus faibles et en l'absence d'emprunts extérieurs ou de financement monétaire, un rééquilibrage des finances publiques est attendu à moyen terme. La dépréciation plus forte du dinar par rapport à l'euro et au yuan que vis-à-vis du dollar entraînera une détérioration des termes de l'échange de l'Algérie et accélérera l'épuisement des réserves, car les importations pourraient remonter plus rapidement que les exportations de pétrole. Pendant ce temps, les pressions

inflationnistes importées vont s'intensifier et, si l'on considère en plus le ralentissement de l'économie et le recul de l'emploi, le potentiel de réduction de la pauvreté ou de la vulnérabilité restera limité.

Les risques sont orientés à la baisse et les incertitudes quant à l'évolution et l'efficacité des réformes restent élevées. De nouvelles vagues nationales ou internationales d'infections à la COVID-19 retarderaient la reprise, de même que des progrès insuffisants dans la promotion d'un nouveau modèle de croissance durable et axé sur le secteur privé, dans un environnement économique instable. La baisse des prix des hydrocarbures pourrait provoquer un ajustement supplémentaire du taux de change et, parallèlement à la réalisation des engagements conditionnels provenant de banques publiques exposées à des entreprises publiques en difficulté, relancer le financement monétaire. Protéger les investissements publics tout en finançant les déficits budgétaires sans mettre en péril la liquidité bancaire et la reprise constituera un défi. Dans l'intervalle, les efforts visant à renforcer le système statistique et à suivre la dynamique socioéconomique, parmi lesquels l'enquête auprès des ménages en cours de préparation, devraient être une priorité.

TABLEAU 2 Algérie / Indicateurs macroéconomiques des perspectives en matière de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020 e	2021 p	2022 p
Croissance du PIB réel aux prix constants du marché	1,3	1,2	0,8	-6,5	3,8	2,1
Consommation privée	1,8	2,8	2,1	-5,5	5,2	2,8
Consommation des administrations publiques	2,8	2,3	1,9	-3,2	-2,4	-2,4
Formation brute de capital fixe	3,4	3,1	1,0	-16,6	10,6	2,7
Exportations, biens et services	-6,1	-3,7	-6,1	-15,0	9,4	6,4
Importations, biens et services	-7,1	-3,6	-6,9	-24,3	16,1	4,6
Croissance du PIB réel, aux prix constants des facteurs	1,7	1,5	1,0	-6,5	3,8	2,0
Agriculture	0,6	3,5	2,7	2,1	2,2	2,2
Industrie	-0,1	-2,6	-1,7	-8,2	4,4	2,5
Services	4,0	5,6	3,3	-6,8	3,7	1,5
Inflation (indice des prix à la consommation)	5,9	3,5	2,3	2,1	3,8	4,2
Solde du compte courant (% du PIB)	-13,0	-9,5	-10,0	-13,4	-15,7	-14,6
Solde budgétaire (% du PIB)	-8,4	-6,8	-9,6	-15,8	-12,9	-9,6
Dettes (% du PIB)	27,4	37,7	47,0	68,2	77,4	81,2
Solde primaire (% du PIB)	-7,5	-6,3	-9,0	-15,1	-12,2	-8,8

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise en Pauvreté et équité et Macroéconomie, commerce et investissement.

Note : e = estimation ; p = prévision.